

No. 35762

**France
and
Ukraine**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of Ukraine on the reciprocal promotion and protection of investments. Kiev, 3 May 1994

Entry into force: *26 January 1996 by notification, in accordance with article 12*

Authentic texts: *French and Ukrainian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 15 June 1999*

**France
et
Ukraine**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement d'Ukraine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. Kiev, 3 mai 1994

Entrée en vigueur : *26 janvier 1996 par notification, conformément à l'article 12*

Textes authentiques : *français et ukrainien*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 15 juin 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT D'UKRAINE SUR L' ENCOURAGEMENT ET
LA PROTECTION RÉCIPROQUE DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement d'Ukraine, ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français en Ukraine et ukrainiens en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1

POUR L'APPLICATION DU PRÉSENT ACCORD :

1. Le terme "investissement" désigne des avoirs tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement:

a) Les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et droits analogues;

b) Les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;

c) Les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique

d) Les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, licences, marques déposées, modèles et maquettes industrielles), les procédés techniques, les noms déposés et la clientèle ayant valeur économique ;

e) Les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes.

Il est entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme de "nationaux" désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes.

3. Le terme de "sociétés" désigne toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4. Le terme de "revenue" désigne toutes les sommes produites par un investissement, tels que bénéfices, redevances ou intérêt.

Les revenus de l'investissement et, en cas de ré-investissement, les revenus de leur ré-investissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5. Le présent accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elles ont, en conformité avec le Droit international, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

Article 2

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre Partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

Article 3

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait. En particulier, bien que non exclusivement, sont considérées comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue.

Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

Article 4

Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses nationaux ou sociétés, ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus

favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux nationaux ou sociétés d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

Les dispositions de cet Article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.

Article 5

1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux et sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

Toutes les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, égal à la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à la situation économique prévalant antérieurement à toute menace de dépossession.

Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt de marché approprié.

3. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

Article 6

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, accorde à ces nationaux ou sociétés le libre transfert:

- a) Des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants;
- b) Des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettres d) et e) de l'Article 1

c) Des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés;

d) Du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ;

e) Des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'Article 5, paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.

Article 7

Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie si un tel agrément est requis.

Article 8

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre de ces parties à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965.

Article 9

Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société.

Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garante à recourir au C.I.R.D.I. ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

Article 10

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

Article 11

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un Tribunal d'arbitrage.

3. Ledit Tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante : chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé Président par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire Général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire Général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le Tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le Tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la décision à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le Tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties Contractantes.

Article 12

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne, pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de vingt ans.

Fait à Kiev le 3 mai 1994 en deux originaux, chacun en langue française et en langue ukrainienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française :

Pour le Gouvernement d'Ukraine :

[UKRAINIAN TEXT — TEXTE UKRAINIEN]

У Г О Д А
МІЖ УРЯДОМ ФРАНЦУЗЬКОЇ РЕСПУБЛІКИ ТА УРЯДОМ УКРАЇНИ
ПРО ВЗАЄМНЕ СПРІЯННЯ ТА ВЗАЄМНИЙ ЗАХИСТ ІНВЕСТИЦІЙ

Уряд Французької Республіки та Уряд України, які
визначені іменуються "Договірні Сторони",

прагнучи до зміцнення економічного співробітництва
між двома країнами та створення сприятливих умов для
українських інвестицій у Франції та французьких інвестицій
в Україні,

впевнені в тому, що сприяння та захист цих інвестицій
покликані стимулювати переміщення капіталів і технологій
між двома країнами в інтересах їх економічного розвитку,

домовились про наступне:

СТАТТЯ 1

Для цілей цієї Угоди:

1. Термін "інвестиція" означає надбання, такі як права
та різного роду зиск і, зокрема, але не виключно:

а) рухоме та нерухоме майно так само як і всі інші
права "in rem", такі як іпотеки, заставні права, узуфрукт,
застави та аналогічні права;

б) акції, емісійні премії та інші форми участі,
навіть непрямі або в невеликій кількості в підприємствах,
створених на території однієї з Договірних Сторін;

в) облігації, боргові зобов'язання та права вимоги,
що мають економічну цінність;

г) авторські права, права на промислову власність
(такі як патент на винаходи, ліцензії, зареєстровані
товарні знаки і знаки обслуговування, промислові зразки та
моделі), технології, фірмові найменування та "гудвіл", що
мають економічну цінність;

д) концесії, що надаються згідно з законодавством або договором, які стосуються, зокрема, розвідки, розробки, видобутку або експлуатації природних ресурсів, включаючи ті, які знаходяться в морській зоні Договірних Сторін.

При цьому розуміється, що згадані надбання повинні вкладатись або були вкладені згідно з законодавством Договірної Сторони, на території або в морській зоні якої здійснена інвестиція, до або після набрання чинності цією Угодою.

Будь-яка зміна форми інвестицій не впливає на їх кваліфікацію як інвестиції за умови, що ця зміна не протиречить законодавству Договірної Сторони, на території або в морській зоні якої здійснені інвестиції.

2. Термін "громадяни" означає фізичні особи, які володіють громадянством однієї з Договірних Сторін.

3. Термін "компанії" означає будь-яку юридичну особу, яка була створена на території однієї з Договірних Сторін згідно з її законодавством та яка має там свою юридичну адресу, або прямо чи непрямо контрольовану громадянами однієї з Договірних Сторін або юридичними особами, що мають свою юридичну адресу на території однієї з Договірних Сторін та створеними згідно з її законодавством.

4. Термін "доходи" означає всі суми, які отримуються в результаті інвестицій, такі як прибуток, ліцензійні винагороди або відсотки на протязі певного періоду.

Доходам від інвестицій і у випадку реінвестування доходам від такого реінвестування надається такий же захист, що і від інвестицій.

5. Дія цієї Угоди поширюється на території кожної із Договірних Сторін, а також на морську зону кожної із Договірних Сторін, яка визначається в подальшому як економічна зона та континентальний шельф, які простягаються за межі територіальних вод кожної із Договірних Сторін, над якими вони здійснюють згідно з міжнародним правом свої суверенні права і юрисдикцію в цілях розвідки, розробки та збереження природних ресурсів.

СТАТТЯ 2

Кожна з Договірних Сторін в межах свого законодавства та згідно з положеннями цієї Угоди допускає та заохочує інвестиції, які здійснені на її території та в її морській зоні громадянами та компаніями іншої Договірної Сторони.

СТАТТЯ 3

Кожна Договірна Сторона розповсюдить справедливий режим згідно з принципами міжнародного права на інвестиції, здійснені громадянами та компаніями іншої Договірної Сторони на своїй території або в своїй морській зоні та забезпечить, щоб виконанню права, визнаного таким чином не було перешкод з боку права або практики. Зокрема, але не виключно буде розглядатися як перешкода де-юре або де-факто відносно справедливого та рівного режиму будь-яке обмеження в купівлі або транспортуванні сировини або допоміжних матеріалів, енергії та пального як і засобів виробництва та управління всіх типів, будь-яка перепона продажу або транспортуванню продукції в країні або за кордон, так як і будь-які інші заходи, що мають подібний ефект.

В рамках свого внутрішнього законодавства Договірні Сторони доброзичливо розглядатимуть запити щодо в'їзду та дозволів на проживання, праці та подорожування громадянам однієї Договірної Сторони в зв'язку з інвестицією, здійсненою на території або в морській зоні іншої Договірної Сторони.

СТАТТЯ 4

Кожна з Договірних Сторін на своїй території та в своїй морській зоні застосовуватиме по відношенню до

громадян і компаній іншої Сторони в тому, що стосується їх інвестицій та пов'язаної з ними діяльності, режим не менш сприятливий, ніж режим, що надається власним громадянам чи компаніям або громадянам чи компаніям, які користуються режимом найбільшого сприяння, якщо останній є більш сприятливим. Виходячи з цього громадяни, уповноважені працювати на території і в морській зоні однієї з Договірних Сторін повинні мати можливість використовувати відповідні матеріальні засоби для здійснення їх професійної діяльності.

Однак цей режим не поширюється на переваги, які Договірна Сторона надає громадянам або компаніям третьої держави в силу своєї участі або асоційованого членства в:

- зоні вільної торгівлі;
- митному союзу;
- спільному ринку або будь-якій іншій формі регіональної економічної організації.

Положення цієї Статті не застосовуються до питань оподаткування.

СТАТТЯ 5

1. Інвестиціям, здійсненим громадянами або компаніями однієї з Договірних Сторін, забезпечується на території і в морській зоні іншої Договірної Сторони повний та всебічний захист та безпека.

2. Договірні Сторони не застосовують заходів щодо експропріації або націоналізації, а також будь-яких інших заходів, що мають ефект відчуження, прямого або непрямого, від громадян або компаній іншої Договірної Сторони їх інвестицій на своїй території і в своїй морській зоні, якщо це не обумовлено суспільними інтересами та за умови, що такі заходи не є ні дискримінаційними, ні такими, що протирічать окремим зобов'язанням.

Будь-який захід по відчуженню, що може бути застосований, супроводжуватиметься швидкою та адекватною компенсацією, розмір якої дорівнюватиме реальній вартості

інвестиції, якої це стосується, та буде розраховуватись у відповідності до економічної ситуації, що панувала напередодні будь-якої загрози відчуження.

Це відшкодування, його сума та форма (метод) перерахування визначається не пізніше як на дату вилучення. Це відшкодування дійсно здійснено, перераховане без затримки та вільно переказується. Воно створює до дати перерахування банківський відсоток, нарахований на основі банківського відсотка відповідного ринку.

3. До громадян або компаній однієї з Договірних Сторін, інвестиціям яких завдано збитків внаслідок війни, інших збройних конфліктів, революцій, надзвичайного становища або безпорядків, які відбулись на території або в морській зоні іншої Договірної Сторони, надається цією стороною режим не менш сприятливий ніж той, який надається своїм власним громадянам чи компаніям або громадянам чи компаніям, які користуються режимом найбільшого сприяння.

СТАТТЯ 6

Кожна Договірна Сторона, на території або в морській зоні якої були здійснені інвестиції громадянами або компаніями іншої Договірної Сторони, надає цим громадянам або компаніям можливість безперешкодно переказувати:

а) відсотки, дивіденди, прибуток та інші поточні доходи;

б) платежі, що походять з нематеріальних прав, вказаних в пп. г) і д) п. 1 Статті 1;

в) платежі, які здійснюються для повернення регулярно отримуваних позик;

г) суми від продажу або повної чи часткової ліквідації інвестиції, включаючи суми прибутку від інвестиції;

д) компенсації за позбавлення чи втрату власності, передбачені в пп. 2 і 3 Статті 5 цієї Угоди.

Громадянам Договірної Сторони, які отримали дозвіл працювати на території або в морській зоні іншої

Договірної Сторони в межах дозволеного інвестування, дозволяється також переказувати в їх країну відповідну частку їх заробітку.

Перекази, передбачені в зазначених вище пунктах здійснюються без затримки по звичайному поточному курсу, який офіційно встановлений на дату переказу.

СТАТТЯ 7

У випадку, якщо правила однієї з Договірних Сторін передбачають надання гарантій по відношенню до інвестицій, які здійснюються за кордоном, то така гарантія може надаватись при розгляді кожного конкретного випадку по відношенню до інвестицій, що здійснюються громадянами або компаніями цієї Договірної Сторони на території або в морській зоні іншої Сторони.

По відношенню до інвестицій громадян або компаній однієї Договірної Сторони на території або в морській зоні іншої Сторони може надаватись тільки гарантія, згадана в попередньому пункті лише в тому випадку, якщо ці інвестиції були попередньо схвалені останньою Стороною, якщо таке схвалення потрібно.

СТАТТЯ 8

Будь-який спір відносно інвестиції між однією з Договірних Сторін і громадянином або компанією іншої Договірної Сторони вирішуватиметься мирним шляхом між Сторонами, яких він стосується.

Якщо цей спір не був вирішений мирним шляхом на протязі шести місяців з моменту, коли він був порушений однією з Сторін в спорі, то він може бути переданий в письмовій формі до арбітражу Міжнародного центру по вирішенню інвестиційних спорів (ІКСІД), який створений згідно з Конвенцією по вирішенню спорів відносно

інвестицій між державою та громадянами інших держав, яка була підписана у Вашингтоні 18.03.1965р.

СТАТТЯ 9

Якщо одна з Договірних Сторін в силу наданої гарантії по відношенню до інвестиції, яка була здійснена на території або в морській зоні іншої Договірної Сторони здійснює перекази одному зі своїх громадян або одній зі своїх компаній, вона в цьому випадку буде користуватися повними правами суброгації стосовно прав чи дій цього громадянина або компанії.

Ці перекази не обмежують прав отримувача гарантії звернутись до ІКСІД або продовжувати залочатковані дії до завершення процедури.

СТАТТЯ 10

Інвестиції, які стали об'єктом особливих зобов'язань однієї з Договірних Сторін по відношенню до громадян або компанії іншої Договірної Сторони розглядаються без порушень норм цієї Угоди у відповідності до умов цих зобов'язань в тій мірі, в якій умови цих Угод більш сприятливі, ніж умови цієї Угоди.

СТАТТЯ 11

1. Спори відносно тлумачення та застосування цієї Угоди, по можливості, вирішуватимуться дипломатичним шляхом.

2. Якщо на протязі шести місяців з моменту порушення спору однієї з Договірних Сторін спір не був вирішений, то за вимогою будь-якої з Договірних Сторін він може бути

переданий до арбітражного суду.

3. В кожному окремому випадку арбітражний суд буде створюватись наступним чином:

Кожна Договірна Сторона призначає по одному члену суду, які в свою чергу за обопільною згодою обирають громадянина третьої держави, який називається цими Договірними Сторонами головою цього суду. Всі члени суду повинні бути призначені на протязі двох місяців з дати, коли одна з Договірних Сторін повідомила іншу Договірну Сторону про свій намір передати спір до арбітражу.

4. Якщо строки, зазначені в п. 3 не були дотримані, то за відсутності будь-якої іншої домовленості будь-яка з Договірних Сторін запрошує Генерального секретаря Організації Об'єднаних Націй зробити необхідні призначення.

5. Арбітражний суд приймає рішення більшістю голосів. Ці рішення є остаточними та мають обов'язкову силу для обох Договірних Сторін.

Арбітражний суд встановлює свої власні правила процедури. На прохання будь-якої з Договірних Сторін суд витлумачує своє рішення. Витрати, пов'язані з арбітражним судочинством, включаючи винагороди арбітрів, розподіляються між Договірними Сторонами порівну, якщо суд, враховуючи особливі обставини, не прийме іншого рішення.

СТАТТЯ 12

Кожна із Сторін повідомить іншу шляхом нотифікації про виконання внутрішніх процедур, необхідних для набрання чинності цією Угодою, яка набере чинності через місяць після отримання останнього повідомлення.

Ця Угода укладається на початковий строк в десять років. Вона залишатиметься чинною за сплином цього строку, якщо одна із Сторін не надасть письмового повідомлення про її денонсацію по дипломатичних каналах щонайменше як за один рік.

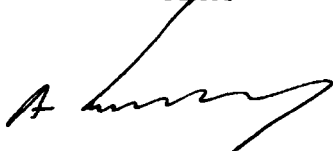
Після сплину строку дії цієї Угоди до інвестицій, здійснених в період її чинності, застосовуватимуться її положення щодо захисту протязі додаткового періоду в двадцять років.

Здійснено в м. Києві " 3 " травня _____ 1994р. в двох примірниках, кожний французькою та українською мовами, обидва тексти є рівно автентичними.

**ЗА УРЯД
ФРАНЦУЗЬКОЇ РЕСПУБЛІКИ**

**МІНІСТР
У ЄВРОПЕЙСЬКИХ СПРАВАХ**

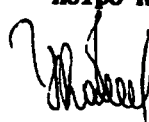
Ален ЛАМАСУР



**ЗА УРЯД
УКРАЇНИ**

**ЗАСТУПНИК МІНІСТРА
ЗОВНІШНЬОЇ ТОРГІВЛІ**

Петро КАБАН



[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF UKRAINE ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of Ukraine, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desiring to reinforce economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in Ukraine and for Ukrainian investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

Article I

For the purpose of this Agreement:

1. The term "investment" shall apply to assets such as property, rights and interests of any category and, particularly but not exclusively, to:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, preferences, usufructs, sureties and any other similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, albeit minority or indirect, in companies constituted in the territory of one Contracting Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Copyrights, industrial property rights (such as patents for inventions, licences, registered trade marks, industrial models and designs), technical processes, registered trade names and good will having an economic value;

(e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, including concessions for prospecting, cultivating, mining or developing natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties.

It is understood that the said assets shall be, or shall have been, invested in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made, before or after the entry into force of this Agreement.

Any change in the form in which assets are invested shall not affect their status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

2. The term "nationals" shall apply to individuals having the nationality of either Contracting Party.

3. The term "companies" shall apply to any body corporate constituted in the territory of one Contracting Party in accordance with its legislation and having its registered office there or controlled, directly or indirectly, by nationals of one Contracting Party or by bodies corporate having their registered office in the territory of one Contracting Party and constituted in accordance with that Party's legislation.

4. The term "income" shall mean all the amounts yielded by an investment, such as profits, royalties or interest.

Income from an investment and, in the event of reinvestment, income from its reinvestment shall enjoy the same protection as the investment itself.

5. This Agreement shall be applicable to the territory of each Contracting Party and to the maritime zone of each Contracting Party, hereinafter defined as the economic zone and the continental shelf, which extend beyond the limit of the territorial waters of each Contracting Party and over which it exercises, in accordance with international law, sovereign rights and jurisdiction for the purposes of prospecting, developing and preserving natural resources.

Article 2

Each Contracting Party shall permit and promote, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, investments made in its territory and maritime zone by nationals and companies of the other Party.

Article 3

Each Contracting Party undertakes to accord in its territory and maritime zone just and equitable treatment, in conformity with the principles of international law, to the investments of nationals and companies of the other Party and to ensure that the exercise of the right to just and equitable treatment so granted is not impeded either de jure or de facto. Specifically, although not exclusively, any restriction on the purchase and transport of raw materials and auxiliary materials, energy and fuels, and on means of production and exploitation of any kind, any impediment to the sale and transport of products within the country and abroad, and any other measures having a similar effect shall be regarded as de jure or de facto impediments to just and equitable treatment.

The Contracting Parties, within the framework of their domestic legislation, shall give favourable consideration to applications for entry, stay, work and travel made by nationals of one Contracting Party in connection with an investment made in the territory or the maritime zone of the other Contracting Party.

Article 4

Each Contracting Party shall, in its territory and maritime zone, accord to nationals or companies of the other Party in respect of their investments and activities in connection with such investments, treatment which is no less favourable than that accorded to its nationals or companies, or the treatment accorded to nationals or companies of the most

favoured nation, if the latter is more advantageous. For this purpose, nationals who are authorized to work in the territory and the maritime zone of either Contracting Party shall be entitled to enjoy the material facilities appropriate for the exercise of their professional activities.

Such treatment shall not, however, include privileges which may be extended by a Contracting Party to the nationals or companies of a third State by virtue of its participation in or association with a free-trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

The provisions of this article shall not apply to fiscal matters.

Article 5

1. Investments made by nationals or companies of either Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party.

2. The Contracting Parties shall not take any expropriation or nationalization measures or any other measures which could cause nationals and companies of the other Party to be dispossessed, directly or indirectly, of the investments belonging to them in their territory and maritime zone, except for reasons of public necessity and on condition that such measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which, equal to the real value of the investments in question, shall be assessed on the basis of a normal economic situation prior to any threat of dispossession.

The amount and methods of payment of such compensation shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated on the basis of the appropriate market interest rate.

3. Nationals or companies of one Contracting Party whose investments have suffered losses as a result of war or any other armed conflict, revolution, state of national emergency or uprising in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be accorded by the latter Party treatment which is no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or to those of the most-favoured nation.

Article 6

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party shall accord to the said nationals or companies freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other current income;
- (b) Royalties deriving from the intangible property listed in article 1, subparagraphs 1 (d) and 1 (e);
- (c) Payments made towards the repayment of duly contracted loans;

(d) Proceeds of the transfer or complete or partial liquidation of the investment, including appreciation of the invested capital;

(e) The compensation for dispossession or loss provided for in article 5, paragraphs 2 and 3, above.

Nationals of each Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate proportion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be carried out without delay at the regular official rate of exchange applicable on the date of transfer.

Article 7

Insofar as the regulations of one Contracting Party provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by nationals or companies of that Party in the territory or maritime zone of the other Party.

The guarantee referred to in the preceding paragraph shall not be available for investments by nationals and companies of one Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Party unless the investments have been granted prior approval by the latter Party.

Article 8

Any dispute relating to investments between one Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall be settled amicably between the two Parties concerned.

If any such dispute cannot be settled within six months of the time when a claim is made by one or other of the Parties to the dispute, it shall, at the request of one or other of the Parties, be submitted for arbitration to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, signed at Washington on 18 March 1965.

Article 9

When one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment in the territory or maritime zone of the other Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall thereby be subrogated to the rights and shares of the said national or company.

Such payments shall be without prejudice to the rights of the beneficiary of the guarantee to have recourse to ICSID or to pursue actions brought before that body until the procedure has been completed.

Article 10

Investments which have been the subject of a specific undertaking by one Contracting Party vis-à-vis nationals and companies of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking, insofar as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

Article 11

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.

2. If a dispute cannot be settled within six months of the time when a claim is made by one Contracting Party, it shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

3. The tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows: each Contracting Party shall designate one member, and the two members shall, by agreement, designate a national of a third State, who shall be appointed chairman of the tribunal by the two Contracting Parties. All the members shall be appointed within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, one Contracting Party shall, in the absence of any other agreement, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the most senior Under-Secretary-General who is not a national of either Contracting Party shall make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its decision at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking particular circumstances into consideration, the costs of arbitration, including leave for the arbitrators, shall be divided equally between the Contracting Parties.

Article 12

Each Party shall notify the other of the completion of the respective internal procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take place one month after the date of receipt of the last such notification.

The Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of termination is given through the diplomatic channel by either Party.

Upon expiry of the validity of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 20 years.

Done at Kiev on 3 May 1994, in two original copies, each in the French and Ukrainian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

ALAIN LAMASSOURE
Minister for European Affairs

For the Government of Ukraine:

PETRO KABAN
Deputy Minister for Foreign Trade